

SPORTIFS, ÉLECTORAUX...

de la rente pétrolière

Nul ne doute, mis à part les abonnés à la prébende, qu'il ne peut y avoir de changement pour mille et une raisons liées à la nature du système politique prévalant en Algérie, loin d'être masochiste pour se faire hara-kiri, suite à des discours électoraux sans lendemain...

C'est l'absence de contrepouvoirs et de système de surveillance par des organes de contrôle neutres, échappant à l'influence du pouvoir politique et de ses rouages, qui constitue la principale cause de la crise des institutions algériennes, notamment en matière de dépenses publiques, comme pour tout le reste.

Cependant, la surveillance et les contrôles sont uniquement exercés sur l'homme du peuple, les gouvernants et

les rouages bureaucratiques en sont naturellement dispensés, sauf s'ils ont maille à partir avec le système...

En France, la Cour des comptes a épinglé le ministère de l'Intérieur, le 8 juillet 2011, sur sa gestion de la sécurité du pays, comme elle a interpellé le locataire de l'Elysée sur la nécessité de faire plus d'économie dans l'utilisation du parc automobiles de la présidence française et l'excès de dépenses au chapitre transport aérien. Voilà ce que l'on peut appeler des organes de contrôle républicains...

Si l'Etat algérien voulait procéder à des inspections sérieuses de la gestion de ses comptes publics, par des contrôleurs compétents et neutres, il recommanderait à coup sûr au gouvernement de

renoncer aux dépenses superfétatoires de certains ministères des : Affaires étrangères, la Culture, la Solidarité, les Sports, etc., en convertissant les sommes réservées aux chapitres «chancelleries», «festivals», «couffins du Ramadan», missions à l'étranger de brochettes de fonctionnaires pour accompagner un ou deux athlètes algériens, etc., en investissements dans l'appareil productif à l'effet de créer des emplois durables et rendre ainsi leur dignité aux Algériens (artistes, pauvres, chômeurs, jeunes, sportifs, etc.), au lieu de les rabaisser au rang de «mendiants de la rente».

A notre connaissance, ce n'est pas la politique du ministère de la Jeunesse et des Sports qui avait permis l'accession

au titre de champion sportif à des dizaines d'athlètes algériens, parmi lesquels on relève des noms prestigieux : N. Morsli, H. Boulmerka, etc. Ils se sont constitués à la force de leurs muscles et au pouvoir politique de faire de la récupération, comme il sait si bien le faire quand les circonstances s'y prêtent, notamment dans le foot (cet autre opium des peuples), en mettant les moyens financiers nécessaires à la constitution d'équipes nationales composées de joueurs d'origine algérienne évoluant à l'étranger et dont certains n'ont jamais mis les pieds en Algérie ; histoire de flatter notre ego avec le «football algérien» et tutti quanti...

Enfin ! Tant qu'il y a du pétrole...

K. K.

TÉMOIGNAGE SUR LES ÉVÈNEMENTS DU 8 MAI 1945

Pour ne jamais oublier et par devoir de mémoire

Ancien militant nationaliste, j'estime de mon devoir d'énoncer, en toute vérité, les causes du génocide du 8 Mai 1945.

La guerre déclarée en 1939 ne se déclenchait effectivement qu'en 1940. La France envahie et occupée signait le 7 juin, séparément de l'Angleterre, l'armistice avec l'Allemagne. Le gouvernement de Vichy acceptait, outre le désarmement des armées françaises, la collaboration à outrance avec l'occupant.

En Algérie, de même qu'en Métropole, des commissions italo-allemandes supervisaient le désarmement. Le 3 juillet, une escadre française à l'ancre à Mers El-Kébir ayant refusé l'ultimatum de la marine anglaise d'avoir à continuer la guerre contre l'Allemagne ou à se laisser désarmer fut bombardée par cette même Royal Navy, faisant périr 1 300 marins français.

L'esprit insurrectionnel latent se réveillait comme insufflé par le souvenir de la grande révolte de Mokrani et Cheikh El Haddad, après la défaite de Napoléon III, le 2 septembre 1870, à Sedan devant le chancelier prussien Bismark. En 1942, dès le débarquement des alliés en Afrique du Nord, de jeunes Algériens furent appelés ou rappelés pour combattre auprès des Anglais et des Américains en Tunisie occupée par les troupes allemandes puis, en Europe pour libérer les peuples sous le joug nazi.

Ce qui avait valu, entre-temps, à leur héroïsme, cette déclaration de Winston Churchill parue sur une feuille unique par pénurie de papier, à *La dépêche de Constantine*.

«Nous rendons hommage aux divisions algériennes encadrées par des officiers français» (des officiers dissidents des colonies).

Cette déclaration apparaissait en filigrane comme un pas envers la scission entre la Métropole engluée en majeure partie de nazisme et l'Algérie inébranlable auprès des alliés ; ce qui laissait croire à leur gratitude.

Parallèlement à ces faits, le PPA dessous, seul parti à l'époque dont la doctrine était strictement nationaliste, activait dans la clandestinité. Structuré en régions, secteurs, sous-secteurs et groupes de cinq, il imposait, par mesure de sécurité, un rigoureux cloisonnement entre les militants. Ceux-ci cotisaient 20 francs par mois et payaient 2 francs pour le journal *l'Action*, lu en cachette. Moralement, le parti était épaulé par le



Photo : DR

mouvement de réforme de Cheikh Ben Badis luttant contre les maux qui accablaient notre société : alcoolisme, paupérisation, analphabétisme, déculturation, faux dévots et, même sourdement, le dithyrambisme des «beni oui-oui» pour le système colonial.

Les alliés, qui ne pouvaient occulter l'évolution politique du peuple algérien, souhaitaient prendre contact avec ses représentants.

Mais avec qui ?

Messali Hadj, le chef incontesté du nationalisme, était interné au Gabon et ses lieutenants inconnus.

Les élus ? Promus par l'administration coloniale au seul usage des conseils municipaux et généraux, pouvaient-ils opter pour le nationalisme radical ?

Abbès Ferhat, qui calculait les chances de succès du nationalisme auprès des alliés, rédigea immédiatement *Le Manifeste du peuple algériens* et élaborait le parti des AML (Amis du Manifeste et de la Liberté). En tolérant le parti jugé modéré, les colonialistes espéraient, sans doute, débusquer tous les nationalistes et les surveiller de près. En même temps, le PPA, toujours dans l'ombre, préparait l'après-guerre. Il fallait d'abord ressusciter l'emblème national. Lequel ?

A l'Est, celui de Bey Ahmed réfugié à Constantine jusqu'à la chute de la ville en 1837. A l'Ouest, celui de l'émir Abdelkader, arboré en 1832, après la

capitulation du dey d'Alger en 1830, puis tombé en 1847 devant Lamoricière.

Après consultation dans le plus grand secret de tous les comités régionaux, le comité central les fusionna à Alger en un seul (l'actuel) avec les recommandations suivantes :

«L'emblème sera hissé pacifiquement le jour de l'Armistice et du grand défilé prévu avec les scouts (S.M.A) et toutes les associations patriotiques. Il flottera au milieu des drapeaux alliés : anglais, américain, russe et français. Attention, pas de désordre ! Pas de dépassements ! Le monde nous observe.»

Pendant ce temps, le parti de Ferhat Abbès (des AML) prenait une ampleur considérable, recevant des adhésions de partout. Pareil à une lame de fond surgie inopinément, ce parti troublait le bon fonctionnement de la politique coloniale et suscitait l'anxiété de ses dirigeants.

Du 4 au 11 février 1945, s'est tenue à Yalta une conférence entre Churchill, Roosevelt et Staline, en vue de régler les problèmes posés par la proche défaite de l'Allemagne. Parmi ces problèmes, celui de la décolonisation. Le principe de l'autodétermination pour les peuples assujettis fut proclamé.

C'est la panique en Algérie, les ultras commençaient à s'agiter. Contrairement à cette agitation, les Algériens restaient calmes. Auparavant, si Abdellah Filali, membre de la fédération de Constantine, avait été délégué auprès de notre comité

Par Salah Bousseloua

régional à Jijel. Il nous avait réunis secrètement la nuit au bois de l'Oasis.

Nous étions sept : Ben Bourhane Mohamed, Mékidèche Ahsène, Boumaza Mohamed, Khellaf Abdelkader, Aberkane Abdelkader, Kouras Hocine et moi-même.

Ce délégué confirmait les recommandations de la centrale et ne cessait de répéter : «Défilé le jour de l'armistice avec le drapeau mais défilé pacifique sans débordements ni violence.»

A Alger, le 1^{er} Mai 1945, une manifestation syndicaliste pacifique, encadrée par des éléments nationalistes, fut réprimée dans le sang.

Le 8 mai, Ferhat Abbès se rendit à Alger féliciter les alliés de la victoire en commun et le gouverneur Chataignau, pour la libération de la France, se vit arrêté sur les lieux.

Le carnage commençait...

Les Européens, levés en milices armées, assassinaient sans retenue. Les tribunaux civils et militaires condamnaient sans pitié. Pour bombarder la population jusqu'aux douars les plus reculés, on utilisa deux croiseurs (Triomphant et le Duguay-Trouin) et l'aviation. Une population qui fêtait pacifiquement la fin d'une guerre atroce et la fin annoncée des servitudes dans le monde.

Le général Duval, qui basait la souveraineté de la France exclusivement sur la force, déclarait l'air triomphant sur plus de 40 000 morts : «Je vous ai donné dix ans de paix.»

Et le sous-préfet de Guelma Achyari, initiateur des fours crématoires d'Héliopolis, renchérissait impudemment sur le général : «La France, c'est moi !»...

D'après ce modeste témoignage, une question se pose.

Qui ?... Oui, qui a commencé ? Qui a tiré le premier ? Miliciens haineux ? Manigances politiques ?...

Manigances des seigneurs de la colonisation, ayant soudoyé de tristes individus sans honneur et sans foi, à leur dévotion pour assassiner aveuglément et justifier la répression préparée à l'avance ?

Quoi qu'il en fût, ni l'Association des Oulémas, ni le PPA, ni les AML n'avaient prôné ou ordonné des manifestations qui allaient tourner à l'émeute.

S. B.